



unesco

Commission canadienne



VERS UN MONDE MEILLEUR POUR TOUTES ET TOUS:
décoder, déconstruire et décoloniser
l'enseignement supérieur au Canada
et ailleurs





Résumé

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'agence de l'ONU chargée d'assurer une éducation inclusive et de qualité pour toutes et tous, a déclaré que l'avenir de l'enseignement supérieur doit être synonyme de durabilité. Ainsi, le rôle des établissements d'enseignement supérieur ne se limite plus à préparer les étudiantes et étudiants à entrer sur le marché du travail : désormais, il s'agit également d'assurer un avenir durable et équitable pour toutes et tous. Au Canada et ailleurs dans le monde, le cheminement vers un avenir durable pourrait dépendre de l'intégration des visions du monde, des connaissances et des façons d'apprendre et de faire autochtones dans l'enseignement supérieur.

En 2023, des universitaires et des leaders se sont rassemblés à Ottawa pour ouvrir la discussion sur les répercussions de plusieurs initiatives politiques internationales emballantes en enseignement supérieur qui ont émergé des cercles de l'UNESCO au cours des deux dernières années. C'était également l'occasion d'explorer les raisons de décoloniser l'enseignement supérieur et les stratégies pour y arriver. Les expertes et experts – plusieurs autochtones – qui ont travaillé avec l'UNESCO ont fait part de leur vision d'un système d'enseignement supérieur mieux équipé pour surmonter les défis de notre époque. Le présent rapport, publié par la Commission canadienne pour l'UNESCO, invite à réfléchir à la façon de décoder, de déconstruire et de décoloniser l'enseignement supérieur au Canada et dans le monde.



UNESCO Chair in Community Based Research and Social Responsibility in Higher Education





Table des matières

Résumé.....	2
Avant-propos.....	4
Contexte.....	5
Objectif de ce rapport.....	7
Remerciements.....	8
Documents connexes.....	8
Principaux thèmes.....	9
Inclure les visions du monde autochtones à tous les niveaux d'enseignement.....	11
Autochtoniser les structure de l'enseignement supérieur.....	12
Financement équitable pour les établissements d'enseignement supérieur autochtones.....	13
La science ouverte et l'importance de la diversité des systèmes de savoirs.....	15
Comment les établissements d'enseignement supérieur peuvent conserver leur pertinence dans la société.....	18
Revoir l'enseignement supérieur pour façonner les leaders dont nous aurons besoin.....	20
Principes éducatifs fondés sur la vérité et la réconciliation.....	22
Plus de mentorat et de soutien pour les étudiantes et étudiants autochtones des cycles supérieurs.....	24
Éducation gratuite et financement adéquat pour les établissements autochtones.....	26
Trois principes et sept rêves.....	27
Un nouveau contrat social pour l'éducation supérieure.....	29
Recommandations.....	31
Guide de discussion : une invitation à participer.....	33





Avant-propos

MESSAGE D'APPUI DE SOBHI TAWIL,

Directeur, Division du futur de l'éducation et de l'innovation de l'UNESCO

Le Secrétaire général de l'ONU a souligné que nous en sommes à un moment crucial de notre histoire. Dans Notre programme commun, publié en 2021, il écrit : « Le choix d'agir ou de rester passifs que nous faisons aujourd'hui conduira soit au délitement, soit, par un sursaut salutaire, à un avenir meilleur, plus vert et plus sûr. »

En ce moment charnière, les connaissances et la recherche en enseignement supérieur doivent être repensées, voire réinventées. La production de connaissances doit être plus transdisciplinaire et tournée vers l'avenir si nous devons affronter un futur incertain et trouver ensemble des solutions novatrices. Tel est l'esprit du programme des chaires UNESCO – un réseau international et interdisciplinaire de près de 1 000 chaires dans 120 pays.

Les partenaires canadiens ont fait preuve d'un excellent leadership dans les débats internationaux sur l'avenir de l'enseignement supérieur. En effet, trente-quatre [chaires UNESCO et un réseau UNITWIN](#) se situent au Canada. La Commission canadienne pour l'UNESCO, la Chaire UNESCO sur la recherche communautaire, la First Peoples' Cultural Foundation, le Indigenous Advanced Education & Skills Council et le Knowledge Equity Lab de l'Université de Toronto ont combiné leurs efforts pour amorcer la discussion et le changement.

À l'avenir, je vous invite à faire part à vos partenaires de ces débats sur la valorisation des systèmes de savoirs multiples et sur la promotion de la coopération en enseignement supérieur. Ces débats sont au cœur de notre quête collective pour un avenir juste et durable. Les défis peuvent sembler redoutables, mais le moment est venu de se mobiliser collectivement pour transformer l'enseignement supérieur.



Contexte

Le monde en est déjà à la deuxième moitié du parcours vers les [17 objectifs de développement durable \(ODD\)](#) convenus en 2015 par les États membres de l'ONU. La question qu'il faut se poser est donc la suivante : à quoi ressemblera la ligne d'arrivée en 2030? L'heure est venue d'évaluer objectivement ce qu'il reste à accomplir.

L'objectif 4 consiste à « assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. » Au moins deux des cibles (5 et 7) sont pertinentes dans toute discussion sur la décolonisation de l'enseignement supérieur:

- **CIBLE 5:** D'ici 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les peuples autochtones et les enfants en situation de vulnérabilité, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.
- **CIBLE 7:** D'ici 2030, faire en sorte que l'ensemble des personnes apprenantes acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des

droits de la personne, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable.

En fonction de ces cibles, nous devons aspirer à un monde dans lequel les peuples autochtones de toute nationalité ont un accès égal à un milieu d'enseignement supérieur qui les accueille et répond à leurs besoins. Nous devons aussi toutes et tous faire en sorte que nos établissements d'enseignement supérieur apportent les changements nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment dans leurs programmes, de sorte que l'ensemble du corps étudiant – autochtone ou non – puisse faire partie de la solution.

S'il est évident que ces objectifs peuvent se soutenir mutuellement, il reste que nos établissements d'enseignement supérieur ont beaucoup de pain sur la planche. Si l'avenir de l'enseignement supérieur repose dans l'assurance de la durabilité, quoi de mieux que d'inclure les visions du monde autochtones dans tous les enseignements?

Pourtant, selon le recensement canadien de 2021, seuls 12,9% des Autochtones du pays détenaient un baccalauréat, comparativement à 27,8% chez la population non autochtone – un écart qui s'est creusé de 2016 à 2021 (le taux d'éducation supérieure a connu une hausse chez les Autochtones durant ces années, mais pas autant que dans le reste de la population). Le financement fait partie du problème, mais ce n'est pas tout. Les étudiantes et étudiants autochtones ont besoin d'un mentorat et d'un soutien plus poussés pour évoluer dans des établissements où ils se sentent étrangers.



Les établissements d'enseignement supérieur jouent un rôle important dans la résolution des problèmes mondiaux, et ils risquent de devenir déconnectés s'ils ne peuvent le faire. Les développements comme la mondialisation, les voyages à grande échelle et Internet rapetissent notre monde depuis des décennies. En même temps, l'industrialisation et la dépendance aux combustibles fossiles entraînent une crise climatique qui affecte toute la planète et qui ne peut qu'empirer. Pendant ce temps, la mésinformation et la polarisation politique alimentent la discorde, la méfiance, la colère et l'autoritarisme partout dans le monde.

Ce sont là des problèmes complexes et à multiples facettes que nous ne pourrions résoudre qu'avec nos plus grands esprits. Nous ne pouvons risquer de délaissier qui que ce soit. Nous ne pouvons pas non plus faire l'impasse sur des siècles de savoirs traditionnels et autochtones fondés sur le respect et la compréhension de la nature. Les établissements d'enseignement supérieur doivent surmonter ces problèmes. Le présent rapport contient des idées sur la marche à suivre.

Selon le recensement canadien de 2021, seuls 12,9% des Autochtones du pays détenaient un baccalauréat, comparativement à 27,8% chez la population non autochtone – un écart qui s'est creusé de 2016 à 2021.





Objectif de ce rapport

IL IMPORTE DE CRÉER UN ESPACE OÙ RÉFLÉCHIR et apprendre sur la façon d'aller de l'avant avec la décolonisation et la transformation de l'enseignement supérieur ainsi qu'avec la promotion de la science ouverte. Plus précisément, ce rapport interpelle les établissements d'enseignement supérieur, les partenaires, les fondations et les conseils de recherche et les invite à:

- **RÉFLÉCHIR** à l'avenir de l'enseignement supérieur au Canada;
- **S'ASSURER** que les perspectives autochtones sont au cœur des discussions;
- **PROMOUVOIR** et à utiliser la Recommandation sur une science ouverte de l'UNESCO dans une optique de décolonisation;
- **ENVISAGER** la feuille de route que propose l'UNESCO pour l'avenir de l'enseignement supérieur ainsi que ses répercussions pour le Canada.

POUR RÉALISER ces objectifs, l'UNESCO appuie une vision collective quant à la façon dont les établissements canadiens d'enseignement supérieur peuvent contribuer à l'Agenda 2030 et les ODD. En adoptant les priorités de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur, nous pouvons:

- **MIEUX COMPRENDRE** comment les savoirs autochtones peuvent transformer l'enseignement supérieur;
- **FAIRE LE PONT ENTRE** les partenaires du milieu et encourager des collaborations et partenariats futurs;
- **STIMULER LA RÉFLEXION** sur les actions individuelles et collectives pour faire avancer le débat.





Remerciements

CE RAPPORT N'AURAIT PAS PU VOIR LE JOUR SANS LES CONTRIBUTIONS SUIVANTES:

- Les cotitulaires de la Chaire UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale de l'enseignement supérieur (Budd Hall et Rajesh Tandon);
- La First Peoples' Cultural Foundation (Lorna Wánosts'a7 Williams);
- Le Knowledge Equity Lab de l'Université de Toronto Scarborough (Leslie Chan);
- Le Indigenous Advanced Education & Skills Council (IAESC) (Laurie Robinson);

Le panel sur lequel repose ce rapport était dédié à la défunte Elisabeth Kaine, universitaire et chercheuse autochtone et ancienne titulaire de la Chaire UNESCO en transmission culturelle chez les Premiers peuples dans une dynamique de mieux-être et d'empowerment.

Documents connexes

L'UNESCO, la CCUNESCO, le IAESC et les autres partenaires s'efforcent de décoloniser l'enseignement supérieur depuis un certain temps. Dans les dernières années, ces organisations ont publié de nombreux rapports sur différents aspects de cet objectif. Ensemble, ces rapports forment un répertoire de plus en plus étoffé pour appuyer et défendre la décolonisation de l'enseignement supérieur. On trouvera dans ces documents du contexte additionnel et de l'inspiration.

PERSPECTIVES AUTOCHTONES SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- Publication de la CCUNESCO: [Perspectives autochtones sur l'enseignement supérieur](#)
- Rapport du IAESC: [Indigenous Perspectives: Advancing Change in Higher Education](#) (en anglais seulement)

DÉCOLONISATION DE LA SCIENCE

- [Recommandation sur une science ouverte](#) de l'UNESCO
- Livre blanc de la CCUNESCO sur [la science ouverte et la décolonisation des savoirs](#)
- [Engagements d'Universités Canada à l'égard de la vérité et de la réconciliation](#)

TRANSFORMATION DES SAVOIRS EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- Feuille de route de l'UNESCO: [Au-delà des limites: De nouvelles façons de réinventer l'enseignement supérieur](#)
- Livre de l'UNESCO: [Knowledge-driven actions: Transforming higher education for global sustainability](#) (en anglais seulement)

Principaux thèmes

SELON DE RÉCENTS RAPPORTS étudiant les [perspectives autochtones sur l'enseignement supérieur](#), les établissements d'enseignement doivent être déconstruits et revus concrètement de façon à inclure les étudiantes et étudiants autochtones (et être inclusifs à leur égard) en incorporant les systèmes de savoir, les langues et les valeurs autochtones pour le bien de tout le corps étudiant. De nouveaux modèles doivent être créés en collaboration avec le leadership autochtone pour améliorer l'équité, décoloniser les savoirs, démocratiser la science, réduire ou éliminer le racisme et offrir un soutien solide et culturellement adapté aux personnes apprenantes.

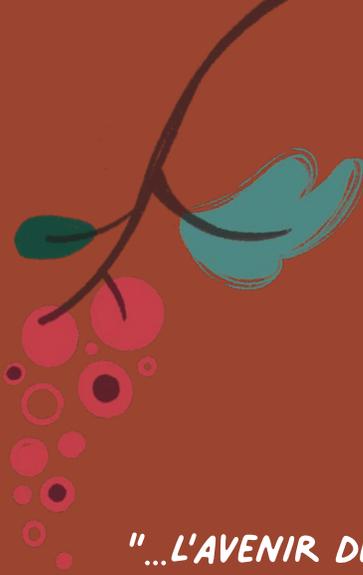
Un article de la CCUNESCO sur [la science ouverte et la décolonisation des savoirs](#) explique que: « [l]a culture, la tradition, la spiritualité, les relations et le temps sont tous des éléments importants des savoirs autochtones (c'est-à-dire la science). L'absence ou la perte de ces éléments ont entraîné la dévastation, tant pour les peuples autochtones que pour le monde en général. On craint que cela continue, mais la revitalisation de ces concepts est une source d'espoir pour la prochaine génération. »

Dans le même ordre d'idée, le rapport du Indigenous Advanced Education and Skills Council intitulé [Indigenous Perspectives: Advancing Change in Higher Education](#) explique que les visions du monde et les manières autochtones d'apprendre et d'enseigner peuvent profiter non seulement aux étudiantes et étudiants autochtones, mais à l'humanité toute entière. Toutes et tous ont avantage à comprendre l'histoire et la culture du territoire sur lequel ils vivent.

Le consensus mondial émergent sur la décolonisation de l'éducation et la promotion d'une science ouverte est l'ensemble de nouvelles directives pour la démocratie du savoir et l'enseignement supérieur le plus emballant à être ressorti du domaine de l'éducation depuis des décennies. Cependant, il demeure extrêmement difficile de communiquer les messages importants aux cadres du milieu, aux responsables des politiques, aux investisseurs, aux leaders politiques et communautaires et à d'autres. L'écart entre le récent débat mondial et la réalité quotidienne de nos établissements d'enseignement supérieur est vaste.

Ce rapport révèle la nécessité de changements systémiques en enseignement supérieur, de soutien dans la revitalisation des langues autochtones, de décolonisation et d'autochtonisation, de reconnaissance et de financement pour les établissements d'enseignement supérieur dirigés par des Autochtones, de sources d'aide aux étudiantes et étudiants plus généreuses et plus créatives ainsi que d'appui et de leadership pour le corps professoral.

La prochaine section présente les points de vue d'expertes et d'experts sur l'avenir de l'enseignement supérieur. Ils ont été recueillis lors d'un événement national et ne sont pas présentés mot à mot ou dans leur intégralité. Ils ont été raccourcis et révisés par souci de clarté et de concision.



"...L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR doit être synonyme de durabilité. Pour cela, nous devons privilégier les savoirs autochtones. La durabilité est un thème récurrent qui domine le discours actuel en enseignement supérieur. Pour que nos universités soient durables, nous devons envisager d'apporter des changements systémiques, dont la revitalisation des langues autochtones et la protection des terres non cédées et contestées de nos communautés autochtones. Aussi, nous devons prendre conscience des structures de pouvoir dans lesquelles nos systèmes de savoir sont ancrés, et nous demander : "Aux savoirs de qui accédons-nous?" Actuellement, les connaissances occidentales définissent le statu quo, ce qui renforce le pouvoir de ceux qui en ont déjà."

— *Arushi Dahiya, étudiante, département des études internationales de l'Université de Toronto Scarborough*





Inclure les visions du monde autochtones à tous les niveaux d'enseignement

*Florence Glanfield, Vice-rectrice (Programmation et recherche autochtones)
et professeure, Faculté d'éducation, Université de l'Alberta*

IMAGINEZ UN ESPACE ÉDUCATIF OÙ TOUS LES HUMAINS, mais surtout les jeunes autochtones, peuvent réussir. Ce n'est possible qu'avec le décodage, la déconstruction et la décolonisation de l'enseignement. L'UNESCO a lancé un processus de consultation mondial pour réimaginer comment le savoir et l'apprentissage peuvent façonner positivement l'avenir de l'humanité et de notre planète. Nous avons l'occasion de discuter des possibilités qui s'offrent à l'enseignement supérieur au Canada.

Voyons ce que ce processus ambitieux implique au pays. Explorons ensemble les initiatives emballantes en matière de politiques internationales sur l'enseignement supérieur ayant émergé des cercles de l'UNESCO depuis les deux dernières années. Réfléchissons à la façon de décoder, de déconstruire et de décoloniser l'enseignement supérieur. Enfin, essayons de répondre, individuellement et collectivement, à cette question importante : si l'avenir de l'enseignement supérieur est d'assurer la durabilité de notre planète, quoi de mieux que d'inclure les visions du monde autochtones à tous les enseignements?

Si l'avenir de l'enseignement supérieur est d'assurer la durabilité de notre planète, quoi de mieux que d'inclure les visions du monde autochtones à tous les enseignements?





Autochtoniser les structures de l'enseignement supérieur

Lorna Wánosts'a7 Williams, Université de Victoria, et First Peoples' Cultural Foundation

IL FUT UN TEMPS OÙ LES AUTOCHTONES perdaient le droit à leur territoire s'ils choisissaient d'aller à l'université. Au Canada, cette époque n'est pas si lointaine – vous pouvez donc comprendre l'ampleur du chemin que nous avons dû parcourir pour améliorer la situation des étudiantes et étudiants autochtones : imaginez perdre le droit d'être sur votre terre, d'être chez vous, avec votre famille, si vous choisissez d'aller à l'université.

Ce périple n'est pas encore terminé – nous avons seulement atteint une nouvelle étape. Une étape qui exige de transformer la structure de l'enseignement supérieur pour qu'elle diminue l'importance accordée au point de vue occidental.

Au Canada, de nombreuses personnes travaillent en ce sens depuis quelques années et ont réalisé de grands progrès. Des membres des établissements canadiens d'enseignement supérieur sont désormais conscients de l'importance de transmettre les savoirs et les récits autochtones. À titre d'exemple, bon nombre d'étudiantes et d'étudiants autochtones ignoraient tout de l'histoire de leur peuple dans ce pays jusqu'à ce qu'ils aillent à l'université et rencontrent un professeur prêt à la leur enseigner, souvent par sa propre initiative. Néanmoins, la structure globale de l'enseignement supérieur continue de promouvoir des visions très occidentales du monde, ce qui doit changer.

Il y a quelques années, nous avons commencé à créer le changement en amorçant des conversations régionales, nationales et internationales sur la décolonisation de l'enseignement supérieur. J'ai été ravie d'apprendre qu'une loi ontarienne a mené à la création du Indigenous Advanced Education & Skills Council (IAESC), et qu'en vertu de cette loi, les établissements d'enseignement supérieur autochtones peuvent maintenant décerner des diplômes. C'est un pas de géant pour le Canada. Des établissements autochtones étaient déjà bien présents dans chaque province, mais tous étaient sous la responsabilité d'une université blanche – chacun d'eux, même la First Nations University of Canada. Ces grandes écoles autochtones ne pouvaient pas décerner de diplômes sauf si une université blanche leur en donnait l'autorisation.

La création du IAESC est un moment charnière en Ontario. Aujourd'hui, les leaders se retrouvent les manches pour nous aider à apporter les changements systémiques nécessaires en enseignement supérieur.





Financement équitable pour les établissements d'enseignement supérieur autochtones

*Laurie Robinson, présidente et ancienne directrice générale,
Indigenous Advanced Education & Skills Council*

LA CONFÉRENCE MONDIALE de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur 2022 a donné lieu à des appels à l'action des peuples autochtones de partout dans le monde qui apportent depuis longtemps leurs contributions pour changer l'enseignement supérieur.

Pour comprendre l'importance d'opérer des changements, il faut d'abord reconnaître que les peuples autochtones ont historiquement été exclus du système d'éducation. Encore aujourd'hui, les obstacles sont très difficiles à surmonter. Ceux d'entre nous qui y sont arrivés l'ont sans doute fait de peine et de misère et ont réussi à trouver quelqu'un qui se souciait assez de notre sort pour nous aider.

Les appels à l'action de 2022 étaient destinés à l'Organisation des Nations Unies, ses instances et d'autres établissements capables de générer du changement. Nous avons demandé un plan d'action systémique pour améliorer tous les aspects de l'enseignement supérieur pour les peuples autochtones et pour soutenir et améliorer l'enseignement supérieur autochtone. Ce sont là deux concepts différents : soutenir les Autochtones, et créer nos propres systèmes reconnus. On parle de décolonisation et d'autochtonisation.

Mais qu'est-ce donc que l'autochtonisation, et qu'essaie-t-on d'autochtoniser? Il faut pouvoir répondre à ces questions. Si l'on voit la décolonisation comme une étape à franchir, l'avenir semble prometteur. Mais alors, regroupons-nous et agissons. Créons de nouvelles règles. Les États membres de l'ONU pourraient peut-être envisager de financer adéquatement les établissements d'enseignement supérieur autochtones, ou du moins à égalité avec les grands établissements d'enseignement.

En 2017, l'Ontario a adopté la Loi sur les établissements autochtones, une loi écrite conjointement avec des membres des Premières Nations. Elle ne crée pas d'établissements autochtones. Elle reconnaît toutefois que neuf établissements autochtones existent, et que les Premières Nations qui y sont liées en sont les propriétaires. Dans la rédaction de la loi, les Premières Nations participantes ont insisté pour inclure une garantie que leurs enfants et petits-enfants auraient accès au niveau d'éducation le plus élevé. Elles ont également insisté pour créer une entité autochtone chargée d'accréditer les établissements autochtones. C'est ainsi qu'est né le [Indigenous Advanced Education & Skills Council](#), qui fonctionne de la même façon qu'un sénat au sein d'une université.



ON NE POURRAIT ESPÉRER MIEUX POUR COMMENCER.

Demeure toutefois la question du financement. L'enseignement autochtone au sein de ces neuf établissements n'est pas autant financé que les autres universités de la province – loin de là. Le gouvernement n'admet pas que les établissements autochtones pourraient avoir besoin de fonds pour leur fonctionnement, l'équipement ou l'entretien. Il envoie de l'argent en soutien aux étudiantes et étudiants – autrement dit, pour les aider à tenir le coup afin que nous puissions mieux les renvoyer dans l'arène. Mais c'est à peu près tout. Qui plus est, pour continuer de recevoir ces fonds, les écoles doivent offrir les programmes de collèges et d'universités existants.



Le financement oblige ces établissements à tenir leur rang, maintien le statu quo et laisse peu de place à la croissance et à l'évolution. Pour aller de l'avant avec nos objectifs, nous devons aborder et revoir le modèle de financement des établissements d'enseignement supérieur autochtones.



La science ouverte et l'importance de la diversité des systèmes de savoirs

Leslie Chan, professeur agrégé, département des études internationales, Université de Toronto Scarborough, Knowledge Equity Lab

IL Y A DE NOMBREUSES ANNÉES, l'adolescent que j'étais est arrivé à l'Université de Toronto en provenance de Hong Kong. Je suis bien gêné de l'admettre, ce n'est qu'il y a environ dix ans que j'ai appris que le territoire qu'occupe l'université était en fait le territoire traditionnel des Hurons-Wendats et, plus récemment, de la Première Nation des Mississaugas de la Credit. C'est à ce moment que j'ai commencé à m'intéresser à l'histoire que l'on ne nous enseigne pas à l'université. Dans toutes mes années d'éducation, je n'ai jamais touché à l'histoire autochtone. Les programmes universitaires donnent en effet toute la place à une vision occidentale du monde, surtout en science.

Pendant mes études supérieures, j'ai entendu quelqu'un dire de moi : "Lui? C'est une banane, c'est pour ça qu'il agit de la sorte." Être une banane, c'est être jaune à l'extérieur et blanc à l'intérieur. Je me suis alors rendu compte qu'essentiellement,

j'avais été formé comme une personne en tout point occidentale, sans autre manière de connaître le monde. Pour réussir à l'université et grimper les échelons, j'ai dû apprendre à être blanc. C'est très étrange – les universités se veulent inclusives et diversifiées, mais pour y progresser et se démarquer, il faut être "meilleur que ses pairs."

Il se passe rarement une semaine sans que l'Université de Toronto nous rappelle que nous sommes au sommet du classement canadien, au rang mondial, et j'en passe. C'est au cours des 10 ou 15 dernières années que ces déclarations, et les contradictions qu'elles contiennent, ont vraiment commencé à me déranger. C'est d'autant plus vrai maintenant que je comprends mieux l'histoire du territoire et de la suppression des savoirs, des langues, des cultures et des identités autochtones (je suppose qu'on peut maintenant me décrire comme une banane décolonisée).

Parce qu'il se trouve que je travaille dans ce domaine appelé "science ouverte," ça fait quelque temps que je réfléchis à la façon de rendre le savoir universitaire accessible à tout le monde. À l'origine, je me préoccupais trop de l'accès en lui-même – à savoir, peut-on y avoir accès gratuitement? Je ne pensais pas aux structures de pouvoir dans lesquels ces systèmes de savoirs sont ancrés.

Je réalise maintenant que le libre accès au savoir ne signifie pas la diversité des savoirs. La vraie question est donc: à quels savoirs accédons-nous au juste?



Qui participe à la création des règles, et qu'est-ce qui détermine qu'un savoir est légitime? Enfin, pourquoi seules certaines choses sont-elles publiées et reconnues alors que de vastes connaissances issues du monde entier continuent d'être laissées en marge?

J'ai réfléchi au système de production du savoir et à ce qu'il implique pour mon enseignement et mes étudiantes et étudiants. Comment faire en sorte que les principales lectures proposées ne soient plus majoritairement le produit d'hommes blancs décédés? Comment nous assurer qu'elles et ils aient accès à des savoirs diversifiés et participent à la production de ce savoir?

Le gouvernement canadien a prévu des politiques de science ouverte, mais ces définitions de la science sont réellement propres aux pays du Nord : elles reposent principalement sur les extrants, la normalisation et la conformité. Au fil des ans, j'ai appris que ce sont ceux qui disposent déjà des ressources pour pratiquer la science ouverte qui continueront d'avoir une longueur d'avance, sauf si on repense fondamentalement la structure même de production du savoir.

La solution repose en partie dans le rapprochement de l'enseignement supérieur et de la collectivité (par exemple avec des méthodes de recherche participatives) et dans la place laissée à la diversité des systèmes de savoirs.



Le libre accès au savoir ne signifie pas la diversité des savoirs. À quels savoirs accédons-nous au juste?





“Le fait de favoriser l’équité du savoir ne se limite pas seulement à améliorer l’accès à l’éducation et aux connaissances. Il s’agit aussi de comprendre pourquoi seuls certains savoirs sont jugés précieux, qui prend cette décision, et qui a l’occasion de diffuser et de produire ce savoir. C’est également de veiller à ce que les gens aient accès à une collection diversifiée d’écrits issus de différents systèmes de savoirs, et pas uniquement à des études occidentales publiées dans des revues prestigieuses... Tant qu’on ne posera pas un regard critique sur les structures de production des savoirs, on ne pourra pas réellement commencer à transformer l’enseignement supérieur et à promouvoir l’équité du savoir.”

— *Karma Salloum, étudiante, programme coopératif du département des études internationales de l’Université de Toronto*





Comment les établissements d'enseignement supérieur peuvent conserver leur pertinence dans la société

Rajesh Tandon, directeur fondateur de PRIA et cotitulaire de la Chaire de l'UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur

L'UN DES MESSAGES CLÉS de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur de l'UNESCO portait sur la nécessité pour les établissements d'enseignement supérieur de trouver des façons de participer plus activement à la société. La plupart du temps, ils restent à l'écart, dans une enceinte verdoyante et peuplée de vieilles maisons. Dans le reste du monde, les bidonvilles et les gens vivant dans la pauvreté sont légion, mais dans l'enceinte, les études sur la pauvreté n'y font jamais référence.

Les établissements doivent abattre ces murs et participer à la société, d'abord pour que leurs enseignements et leurs recherches restent d'actualité, mais aussi pour que le corps étudiant, composé des leaders de demain, soit conscient des réalités qui l'entourent. Une partie importante de ce processus consiste à intégrer à l'enseignement divers systèmes de connaissances – et favoriser ce que l'UNESCO

appelle le “dialogue épistémique.” On en est enfin à un point où ce besoin est reconnu. Partout on exhorte les établissements d'enseignement supérieur et les responsables de politiques à en prendre acte et à agir.

Il nous faut aussi étudier comment produire et enseigner le savoir. Si on observe les problèmes sous l'angle du développement durable, si on aborde la recherche dans l'optique des communautés confrontées notamment à des problématiques de durabilité, l'interdisciplinarité devient alors inévitable.

Si votre point de vue est celui de votre département ou de votre faculté, vous serez alors tenus d'en respecter les règles disciplinaires et les cadres.

La recommandation de l'UNESCO sur la science ouverte reconnaît l'existence de multiples systèmes de savoirs. Elle valorise et rend légitime la recherche participative et la science citoyenne et inclut la pratique expérientielle et le savoir autochtone. Et en passant, tous les États membres ont adopté cette recommandation.

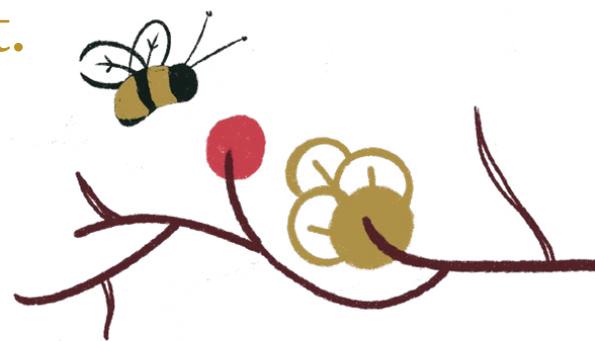
Les universités canadiennes sont prisées d'un grand nombre d'étudiantes et d'étudiants venus de l'étranger. Mais ces derniers sont-ils absorbés dans un système de savoirs contemporain? Ou ont-ils



accès à un point de vue aux multiples épistémologies qui valorise les savoirs autochtones? Tous les pays ont leurs systèmes de savoirs autochtones et issus de l'expérience. Dans chacun d'eux, les langues maternelles et quantité d'autres ont perdu leur valeur. L'enseignement supérieur se donne partout en anglais (et parfois en français ou en espagnol – deux autres langues colonisatrices).

Vous avez une responsabilité. Si même un infime pourcentage d'étudiantes et d'étudiants de l'étranger établis sur des campus canadiens étaient poussé à réfléchir à ces enjeux, elles et ils pourraient retourner dans leur pays natal forts d'un esprit plus critique et ouvert aux autres façons de concevoir les systèmes d'enseignement supérieur.

Les établissements doivent participer à la société, d'abord pour que leurs enseignements et leurs recherches restent d'actualité, mais aussi pour que le corps étudiant, composé des leaders de demain, soit conscient des réalités qui l'entourent.



Revoir l'enseignement supérieur pour façonner les leaders dont nous aurons besoin

Budd Hall, professeur émérite, École d'administration publique, Université de Victoria, et cotitulaire de la Chaire de l'UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur

QUELQUES QUESTIONS me viennent en tête lorsque je pense à nos systèmes d'enseignement supérieur et à leur évolution: qu'avons-nous fait? Qu'avons-nous créé? Quels objectifs poursuivons-nous? Et, ultimement, comment ces systèmes façonnent-ils notre avenir?

Comme ailleurs, pratiquement tous les leaders au Canada passent d'abord par nos établissements d'enseignement supérieur. Pensez-y: des centaines de millions de jeunes intègrent ces écoles et s'y forment une identité au fil de leur passage. Le monde dans lequel nous évoluons aujourd'hui est donc créé et interprété par des personnes qui sont le produit d'établissements et de systèmes de savoirs monopolistiques que nous avons involontairement favorisés.

Alors, que faire? C'est bien beau de lire les excellents rapports qui émanent de l'UNESCO et de voir d'autres réseaux reconnaître enfin le rôle historique que le savoir européen a joué – et le fait que le savoir lui-même, et pas seulement les établissements, a été colonisé. Mais si on ne peut, dans nos universités, tenir des discussions profondes sur ce que cette reconnaissance signifie, comment entamer la décolonisation de nos systèmes?

Ce que j'espère, c'est que certains d'entre vous trouveront un moyen de transmettre ces messages, ceux-là qui portent la force émotionnelle dont nous avons besoin pour opérer la transformation. Ils représentent le cœur du processus, et tant que nous n'écouterons pas ce cœur, nous ne pourrons pas progresser.

Nous, les êtres humains, sommes futés, certes, mais regardez ce que nous avons fait de notre planète. Nous avons fui la terre et abandonné les outils que le Créateur nous a donnés. Nous sommes devenus si préoccupés par l'évolution intellectuelle miraculeuse vers l'illumination et si fascinés par le monde de la science occidentale que nous avons séparé nos esprits de nos cœurs et nos corps de la terre. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés dans cette situation.

Mais le vent tourne. La Terre nous parle. Elle nous exhorte à réfléchir au type de connaissances dont nous avons besoin pour traverser cette époque où nous vivons.

Nous célébrons encore le fait d'avoir réuni récemment, et pour la toute première fois, un excellent panel axé sur les perspectives autochtones dans l'enseignement supérieur lors d'une conférence mondiale. C'était une première en 500 ans. Faudra-t-il encore attendre un demi-millénaire pour accomplir le travail? J'espère bien que non.

LE MONDE DANS LEQUEL NOUS ÉVOLUONS
aujourd'hui est donc créé et
interprété par des personnes qui
sont le produit d'établissements
et des systèmes de savoirs
monopolistiques que nous avons
involontairement favorisés.

Qu'avons-nous fait?

Qu'avons-nous créé?



Principes éducatifs fondés sur la vérité et la réconciliation

*Ann Mainville-Neeson, vice-présidente, politiques et relations gouvernementales,
Universités Canada*

UNIVERSITÉS CANADA A récemment fait évoluer ses principes en matière d'éducation des Autochtones (adoptés en 2015). En réalité, ce ne sont plus uniquement des principes – ce sont désormais des [engagements à l'égard de la vérité et de la réconciliation](#) à tous les niveaux de l'établissement, de la gouvernance à l'enseignement, en passant par l'aide aux étudiantes et étudiants. Tous nos établissements membres ont accepté d'y adhérer et de contribuer à la revitalisation des langues autochtones.

Avant de devenir des engagements, les principes sont passés par un processus d'approbation rigoureux. Ils ont été formulés à la suite d'une consultation exhaustive de communautés de partout au Canada – car Universités Canada représente les établissements publics et sans but lucratif de tout le pays – et de nombreuses Premières Nations. Les peuples autochtones ont dressé un portrait complet de ce qui manquait à nos principes de 2015.

L'un de nos engagements s'applique donc désormais aux politiques, aux plans stratégiques et à la gouvernance. Un deuxième vise la réussite des étudiantes et étudiants autochtones. Un troisième, axé sur l'enseignement et l'apprentissage, énonce l'engagement des universités à contribuer à la revitalisation des langues autochtones. Un quatrième porte sur la recherche, à savoir le besoin d'établir des partenariats de recherche avec des communautés des Premières Nations, inuites et métisses. En d'autres mots, il n'est plus question de faire des recherches sur les peuples autochtones, mais avec eux.

Le cinquième engagement porte sur l'engagement auprès des communautés et le besoin de nous décloisonner et de consulter les communautés. Nous voulons nouer des relations fondées sur la responsabilité réciproque, de sorte à mieux servir l'ensemble des étudiantes et étudiants et à veiller à ce que toutes et tous gagnent à comprendre l'histoire et la culture du territoire sur lequel ils se trouvent, qu'ils soient autochtones ou non.

Le sixième engagement concerne le soutien aux personnes. Nous devons soutenir nos étudiantes et étudiants, mais également les chercheuses et chercheurs, les membres du personnel enseignant et administratif et les personnes apprenantes – quiconque contribue individuellement ou collectivement à la réussite de l'établissement.

Cet engagement en particulier a été la source de nombreuses discussions, car nous en demandons déjà beaucoup aux personnes membres de Premières Nations. Nous nous tournons vers les mêmes personnes encore et encore. Nous devons les soutenir et nous assurer qu'il y ait suffisamment d'Autochtones au sein de nos établissements pour former une communauté.

Ces engagements ont été conçus pour mettre l'accent sur le lien à la Terre, à la culture et aux gens. Nos établissements membres en sont à différentes étapes de leur cheminement vers la réconciliation, et nous facilitons ce parcours en tenant des forums nationaux sur la question. Nous avons hâte de voir en quoi ces forums peuvent alimenter le dialogue et notre progression pour que tous les établissements puissent s'entraider dans leur cheminement vers la vérité et la réconciliation.

Dans son rapport de 2015, la Commission de vérité et réconciliation (CVR) a formulé 94 appels à l'action afin de remédier aux séquelles laissées par les pensionnats et de faire avancer le processus de réconciliation. L'éducation postsecondaire occupe une place prépondérante parmi les domaines où des mesures de réconciliation s'imposent. Par exemple, la CVR a exhorté les gouvernements à:

- **FOURNIR UN FINANCEMENT ADÉQUAT** pour remédier à l'insuffisance des places disponibles pour les élèves des Premières Nations qui souhaitent poursuivre des études postsecondaires;
- **PRÉVOIR LES FONDS NÉCESSAIRES** pour permettre aux établissements d'enseignement postsecondaire de former les enseignants sur la façon d'intégrer les méthodes d'enseignement et les connaissances autochtones dans les salles de classe;
- **MAINTENIR UN ENGAGEMENT ANNUEL À L'ÉGARD** des questions relatives à l'éducation des Autochtones, notamment en ce qui touche le renforcement de la compréhension interculturelle, de l'empathie et du respect mutuel;

- **TRAVAILLER AVEC LE CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES**

et en collaboration avec les établissements d'enseignement postsecondaire et les peuples autochtones pour établir un programme national de recherche pour mieux faire comprendre les facteurs associés à la réconciliation.



Les engagements d'Universités Canada à l'égard de la vérité et de la réconciliation ont été conçus pour mettre l'accent sur le lien à la Terre, à la culture et aux gens.





Plus de mentorat et de soutien pour les étudiantes et étudiants autochtones des cycles supérieurs

Gaëlle Mollen, conseillère en langues autochtones, Musée canadien de l'histoire

IL N'Y A PAS D'UNIVERSITÉ DANS LA PETITE COMMUNAUTÉ québécoise d'où je viens. Pour faire des études supérieures, il faut s'exiler. J'ai choisi de m'installer à Ottawa, pas uniquement pour obtenir mon baccalauréat en anthropologie et en études autochtones, mais aussi, car je voulais travailler en développement international.

J'ai grandi avec ma mère, je connaissais donc le mode de vie innu. Mais je voulais vraiment découvrir l'autre facette de ma personne. C'est en suivant un cours d'anthropologie à l'Université d'Ottawa que j'en ai enfin appris davantage sur certains aspects de mon histoire – le portrait complet de ce que c'est, être innue. Ce n'est pas quelque chose qu'on m'a appris enfant, donc j'ai appris presque tout ce que je sais maintenant à l'âge adulte.

Avec l'aide de mon conseiller, j'ai pu décrocher une maîtrise en anthropologie. J'ai cependant constaté une lacune dans le soutien offert aux cycles supérieurs. L'Université d'Ottawa a un Centre de ressources autochtones, qui aide énormément les étudiantes et étudiants de premier cycle. Mais à la maîtrise et au doctorat, c'est une autre histoire. Je sais qu'après avoir terminé des études de premier cycle, on est censé savoir comment s'en sortir aux cycles supérieurs, mais ce n'était pas mon cas. Ma famille m'encourageait beaucoup, mais personne ne pouvait me donner de conseils précis. Plusieurs fois, j'ai voulu abandonner : je ne me sentais pas à ma place et je n'avais pas de pairs autochtones à qui parler. Mon conseiller m'a grandement aidée, et j'ai pu finalement décrocher mon diplôme.

LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS AUTOCHTONES QUI CONVOIENT LES ÉTUDES SUPÉRIEURES ONT BESOIN DE PLUS DE SOUTIEN – DES MENTORS, DES PERSONNES À QUI SE CONFIER.



Je ne dis pas non au doctorat. Mais je suis d'avis que les étudiantes et étudiants autochtones qui envisagent les études supérieures ont besoin de plus de soutien – des mentors, des personnes à qui se confier. J'ai trouvé cet aspect particulièrement difficile.

J'ai récemment accepté un poste de conseillère au Musée canadien de l'histoire. Ce poste a été créé l'année dernière pour augmenter la visibilité des langues autochtones. En lien avec mon travail, j'aimerais donc suivre mes études doctorales, mais je veux le faire à un endroit qui me permettrait, par exemple, de présenter un projet dans un format autre que la thèse – comme un balado, une vidéo ou un enregistrement vocal. J'espère qu'à l'avenir, les personnes qui s'intéressent aux langues pourront présenter leurs travaux dans un autre format que l'écrit, et que ce format sera tout aussi reconnu.





Éducation gratuite et financement adéquat pour les établissements autochtones

Rongo Wetere, fondateur, établissement tertiaire Te Wananga o Aotearoa en Nouvelle-Zélande et officier de l'Ordre du mérite néo-zélandais

LE CHANGEMENT NE POURRA VOIR LE JOUR TANT que le financement ne sera pas accordé aux établissements du Canada, des États-Unis et d'ailleurs dans le monde. J'en suis absolument convaincu. Il m'a fallu 15 ans de travail acharné en Nouvelle-Zélande pour fonder une université maorie et autochtone, et on en compte maintenant trois. Elles apportent de grands changements en Nouvelle-Zélande pour notre langue et notre culture, qui mouraient à petit feu durant les années 1980.

Je n'arrive pas à croire que ce magnifique pays, le Canada, puisse compter plus de 100 universités, mais aucune université autochtone qui soit adéquatement financée. Comment est-ce possible au 21e siècle?

La gratuité de l'éducation aussi est cruciale. Elle donnerait aux Autochtones la chance de s'élever vers de nouveaux sommets. De nombreux pays offrent la gratuité universitaire, notamment certains des pays les plus pauvres du monde – pensons à Cuba, au Maroc, au Mexique. Pourtant, les grands pays comme l'Australie, le Canada et les États-Unis ne le font pas.

Ce que je veux voir, c'est davantage d'étudiantes et d'étudiants autochtones qui peuvent fréquenter les établissements d'enseignement supérieur. Pour réduire les coûts sociaux, il faut d'abord sortir les gens du gouffre. Il faut leur donner la certitude qu'elles et ils peuvent réussir.

Je n'arrive pas à croire que ce magnifique pays, le Canada, puisse compter plus de 100 universités, mais aucune université autochtone qui soit adéquatement financée.

Trois principes et sept rêves

Denise Amyot, présidente-directrice générale, Collèges et instituts Canada

IL Y A TROIS PRÉMISSSES importantes à prendre en compte lorsqu'il est question de décoloniser l'enseignement supérieur.

D'abord, l'éducation autochtone ne peut pas être secondaire. Elle doit être à l'avant-plan – de sorte qu'on ne puisse pas se passer de l'éducation autochtone, que l'on soit nous-mêmes Autochtones ou non. Il faut apprendre de ces gens, qui connaissent des choses que nous ignorons. Je suis convaincue que notre planète n'en serait pas où elle est aujourd'hui si nous avions mieux écouté les peuples autochtones.

La deuxième prémissse est l'EDI : soit l'équité, la diversité et l'inclusion. Car lorsque nous tenons ces discussions, nous devons avoir tous les groupes en tête, et en ce sens, nous avons beaucoup de travail à faire au Canada.

Les ODD sont la troisième prémissse. Ils nous montrent la voie à suivre. Ces 17 objectifs sont la clé garantissant la survie de notre planète.

Je voudrais également vous faire part de sept rêves de transformation de l'enseignement supérieur.

- **D'ABORD**, l'éducation autochtone fait partie intégrante de l'éducation, partout – pas seulement dans les établissements autochtones, mais dans tous les établissements, à tous les niveaux : primaire, secondaire, postsecondaire.
- **ENSUITE**, le Canada a besoin de sa version du processus de Bologne¹. Ce n'est pas logique que chaque établissement doive créer une entente d'articulation pour chacun des programmes qu'ils veulent faire reconnaître.

- **JE VOUDRAIS VOIR** des diplômés et grades multidisciplinaires qui permettent aux étudiantes et étudiants d'inventer leur propre programme, car nous ignorons à quoi ressembleront les emplois de demain.
- **NOUS AVONS BESOIN** de financement durable, pas uniquement pour les établissements, mais aussi pour les personnes. Les étudiantes et étudiants doivent avoir les moyens d'étudier. J'envie les pays européens où l'éducation postsecondaire est gratuite. Pourquoi pas au Canada?
- **LES CONNAISSANCES** des gens doivent être reconnues. Je rêve d'un système où, le jour de l'inscription, on évalue les connaissances des étudiantes et étudiants, qui n'ont ensuite qu'à étudier ce qu'il faut pour atteindre leur but.
- **JE VOUDRAIS** que les étudiantes et étudiants puissent commencer leurs études n'importe quel jour de l'année. Pourquoi attendre en septembre ou en janvier?
- **ENFIN**, je rêve de faciliter l'apprentissage tout au long de la vie – car l'apprentissage n'a pas de fin. J'imagine des établissements qui décrètent : "Toutes nos diplômées et tous nos diplômés ont accès gratuitement à un ou deux cours durant les cinq années suivant la fin de leurs études."

¹ Le processus de Bologne est une série de rencontres ministérielles et d'ententes entre les pays européens ayant pour but de garantir la comparabilité des normes et de la qualité des qualifications relatives à l'enseignement supérieur.



*L'ÉDUCATION AUTOCHTONE DOIT FAIRE PARTIE
INTÉGRANTE DE L'ÉDUCATION, PARTOUT*

— pas seulement dans les établissements autochtones, mais dans tous les établissements, à tous les niveaux: primaire, secondaire, postsecondaire.

Je suis convaincue que notre planète n'en serait pas où elle est aujourd'hui si nous avions mieux écouté les peuples autochtones.





Un nouveau contrat social pour l'éducation supérieure

Anoush F. Terjanian, membre du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne, Université d'Ottawa, et ancienne membre du conseil d'administration du CRSH (2018-2023)

LE NOUVEAU MANIFESTE DE L'UNESCO nous demande de 'repenser nos futurs ensemble.' Mais c'est le sous-titre "Un nouveau contrat social pour l'éducation" qui nous invite à unir nos forces et à insuffler un vent de changement. Invoquer un contrat social est un geste politique. Mais qu'est-ce que ça signifie? Pour réimaginer notre avenir ensemble, je propose, à la façon Quechuan, de nous tourner vers le passé pour commencer à décoloniser les grandes entités politiques et du savoir du monde universitaire.

Si on observe le frontispice de la première théorie européenne sur le contrat social, le Léviathan de Thomas Hobbes (1651), on y voit le corps du souverain (le Léviathan), omnipotent et terrifiant, avec en son sein toutes les personnes ayant conclu un contrat avec lui : il protège ses sujets d'une vie qui est, selon l'auteur, une "guerre de tous contre tous" et "solitaire, médiocre, affreuse, brutale et courte," en échange de leur loyauté et de leur obéissance. De nombreuses façons, cette allégorie résume le modèle de gouvernance qui semble toujours dominer dans la plupart des établissements d'enseignement supérieur canadiens.

Un siècle plus tard, Jean-Jacques Rousseau a notoirement cherché à comprendre les origines de l'inégalité, et a avancé deux solutions, toutes deux publiées en 1762. *Émile* ou *De l'éducation* propose la voie privée : un programme pour engendrer et former de bons citoyens, à la maison. Sa deuxième solution en était une publique : une nouvelle théorie sur le contrat social qui contrastait explicitement avec celle d'Hobbes. Rousseau y décrit un système qui suppose la dignité, la bonté et la bonne volonté humaines. Tout le monde est souverain, et pour garantir la dignité, il faut déployer sa souveraineté librement dans un contrat social qui exprime une volonté commune – la volonté générale – car on comprend que bien vivre ensemble est à l'origine de la paix, du bien-être et de l'émancipation. Donc, la gouvernance et la prise de décision se font collectivement, dans l'intérêt commun. Et cette gouvernance solidaire est perçue comme la source d'idées qui valorisent et rehaussent la créativité et l'innovation.





C'est ce contrat social de Rousseau qui, en partie, a provoqué une révolution en faveur d'un nouveau mode démocratique de gouvernance politique, et que les révolutionnaires instigateurs de la première Assemblée nationale ont emprunté en 1789. Cette révolution se fait toujours attendre dans nos établissements d'enseignement supérieur.

Comment mettrons-nous en œuvre un nouveau contrat social pour l'éducation supérieure si nous ne réimaginons pas nos modèles de gouvernance en enseignement supérieur? Comment pouvons-nous exaucer le souhait de bien-être et d'autonomie d'Élisabeth Kaine si nos modèles de gouvernance en science et en enseignement supérieur se rapprochent davantage d'Hobbes que de Rousseau? En scrutant le passé, on voit bien que la mentalité coloniale nous emprisonne, tels les sujets pris dans le corps du roi. Nos transformations sociales doivent être assorties d'une transformation dans la gouvernance : d'abord pour lutter contre l'injustice, et ensuite pour réimaginer des modes de gouvernances pluralistes pour cette magnifique constellation d'habitantes et d'habitants du Canada et de l'île de la Tortue - autonome, éclairée, transparente, responsable et inclusive. Imaginons cela pour notre enseignement supérieur, pour notre cohabitation et pour notre bien commun.

“Aucun réel progrès n'a été réalisé pour décoloniser les grandes entités politiques et du savoir dans le monde universitaire...”

– *Linda Tuhiwai Smith, Decolonizing*

Methodologies: Research and Indigenous

Peoples (2021)

COMMENT METTRONS-NOUS EN ŒUVRE UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL POUR L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE SI NOUS NE RÉIMAGINONS PAS NOS MODÈLES DE GOUVERNANCE EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR?



Recommandations

À la lumière de l'information présentée dans le présent rapport et des conversations tenues avec des gardiennes et gardiens du savoir autochtone et des universitaires du Canada et de partout dans le monde, nous invitons les établissements d'enseignement supérieur à prendre les mesures suivantes:

1. SUIVRE LA FEUILLE DE ROUTE POUR L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

AU CANADA présentée dans le rapport [Indigenous Perspectives: Advancing Change in Higher Education](#).

Voici quelques éléments importants:

- Changement systémique
- Soutien à la revitalisation des langues autochtones
- Décolonisation et autochtonisation des systèmes du savoir et d'enseignement
- Nouveaux rôles, reconnaissance et financement pour les établissements d'enseignement supérieur dirigés par des Autochtones
- Sources d'aide aux étudiantes et étudiants plus généreuses et créatives
- Meilleurs soutien et leadership des membres de la communauté universitaire

2. GARANTIR LA LIBERTÉ D'ACCÈS AUX TEXTES, données et autres formes de savoirs universitaires, comme le décrit la [Recommandation de l'UNESCO sur la science ouverte](#). La science ouverte reconnaît le savoir qui émane de différents secteurs sociaux et qui est créé par des personnes souvent exclues du monde universitaire, mais dont les contributions sont tout aussi importantes. Cela implique de reconnaître les systèmes de savoirs autochtones et anciens axés sur la terre comme des modes de connaissance légitimes et égaux.

3. VALIDER ET RESPECTER LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE SAVOIRS. Il devrait y avoir une plus grande diversité parmi les personnes génératrices de savoir et décidant ce qui constitue une connaissance légitime. Le système entier de production de savoirs doit être revu.

4. INFLUENCER LES ÉTABLISSEMENTS AU-DELÀ DES FRONTIÈRES CANADIENNES

à ouvrir la porte à la décolonisation de leurs systèmes d'enseignement supérieur. Cela inclut les conseils de recherche qui accordent des subventions, les organisations qui octroient des bourses et des subventions étudiantes et les écoles postsecondaires. Si vous travaillez au sein de ces organisations, pensez à ce que vous pouvez faire pour influencer vos pairs et la collectivité.

5. ENSEIGNER ET INCORPORER LES VISIONS DU MONDE AUTOCHTONES dans tous les sujets présentés à l'ensemble des étudiantes et étudiants, autochtones ou non. Cela favorisera et assurera la viabilité de notre planète.



6. DÉCOLONISER ET AUTOCHTONISER TOUTES LES STRUCTURES DES SYSTÈMES ET ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Le milieu éducatif universitaire doit délaisser son point de vue occidental actuel et inclure les perspectives, savoirs et modes de connaissances autochtones. Cela ne peut être laissé à la discrétion de chaque membre du corps enseignant ou professoral. Un changement systémique s'impose.

7. FAVORISER UN FINANCEMENT ÉQUITABLE POUR LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AUTOCHTONES

en leur fournissant des ressources équivalentes à celles que reçoivent les autres grandes écoles. Le financement des personnes est important, mais les établissements autochtones ont également besoin de financement pour l'ensemble de leurs activités. De plus, l'éducation doit être abordable et durable pour toutes les étudiantes et tous les étudiants.

8. RELIER L'APPRENTISSAGE ET L'ENSEIGNEMENT À LA SOCIÉTÉ, LA COMMUNAUTÉ ET LA RÉALITÉ.

Pour que l'enseignement supérieur demeure pertinent, les étudiantes et étudiants (les dirigeantes et dirigeants de demain) doivent comprendre les réalités qui les entourent.

9. S'ATTAQUER AUX ENJEUX MONDIAUX LES PLUS PRESSANTS.

Élargir les perspectives occidentales et écouter la Terre mère. Il faut reconnaître de nouvelles sources de connaissances, y compris de savoirs autochtones, si nous voulons intervenir face à la crise environnementale actuelle.

10. ADOPTER ET SUIVRE DES PRINCIPES PÉDAGOGIQUES FONDÉS SUR LA VÉRITÉ ET LA RÉCONCILIATION.

Il s'agit là de se consacrer à une meilleure gouvernance, à la réussite des étudiantes et étudiants autochtones, à la revitalisation des langues autochtones, aux partenariats de recherche qui incluent les personnes et communautés autochtones, à la participation citoyenne et au meilleur soutien du corps étudiant et professoral et du personnel.

11. RÉIMAGINER LES MODES DE GOUVERNANCE EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

comme point de départ pour mettre en place un nouveau contrat social en enseignement et pour le bien commun.

12. AFFRANCHIR LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DE PREMIÈRES NATIONS LOCALES ET D'AILLEURS DES FRAIS DE SCOLARITÉ,

comme le font déjà au moins deux établissements postsecondaires canadiens.

13. POURSUIVRE LE DIALOGUE

avec les principaux acteurs de l'enseignement supérieur au Canada et dans le monde. Cette conversation n'est pas terminée. Elle ne fait que commencer.





Guide de discussion: une invitation à participer

L'UNESCO A INVITÉ LA COMMUNAUTÉ MONDIALE à réfléchir à l'avenir de l'enseignement supérieur. Voici les messages importants qui sont ressortis (voir la section [Documents connexes](#) pour les liens à télécharger):

- **L'enseignement supérieur doit s'attaquer** aux enjeux mondiaux les plus pressants en [transformant le savoir pour un avenir juste et durable](#).
- **L'enseignement supérieur doit mettre en œuvre** la [Recommandation de l'UNESCO sur la science ouverte](#) en garantissant le libre accès aux textes, données et autres formes de connaissances universitaires.
- **Les différents systèmes de savoirs doivent être inclus** dans l'enseignement supérieur, notamment [les visions du monde et les modes d'apprentissage et de connaissance autochtones](#).

Ces trois publications présentent des idées révolutionnaires pouvant transformer l'enseignement supérieur partout dans le monde. Cependant, ces idées n'influenceront pas notre travail au Canada (ou ailleurs) si elles ne sont pas connues et si nous n'agissons pas en conséquence. C'est pourquoi nous vous invitons à amorcer des discussions autour de ces publications et des messages qu'elles contiennent avec vos collègues, les établissements d'enseignement supérieur, les campus et la communauté dans son ensemble.

PRÉPARER LE TERRAIN

Avant d'amorcer ces conversations, tenir compte des points suivants :

- **Emplacement** – Reconnaître le territoire ancestral et son lien aux Premières Nations, aux Métis et aux Inuits.
- **Participant·es et participants** – Adopter une optique intergénérationnelle, axée sur l'inclusion et l'équité.
- **Pratiques d'animation inclusives** – Veiller à ce que toutes et tous se sentent accueillis sur le plan de l'accessibilité, de la langue et de tout autre facteur pouvant mener à l'exclusion (et nourrir les gens, c'est aussi une bonne idée!).
- **Mise en contexte** – Ne pas supposer que tout le monde est au même endroit dans sa réflexion; présenter un résumé de ce rapport et de ses recommandations.
- **Décolonisation de la conversation** – Placer les voix autochtones invitées à l'avant-plan, et structurer le rassemblement en conséquence.



La section suivante présente quelques exemples de questions pour susciter un échange dynamique, générer de nouvelles idées et faire passer le mot. Mais avant de vous pencher sur ces questions, faites l'examen suivant:

- Que fait déjà votre équipe ou votre organisation pour promouvoir certaines des recommandations de ce rapport?
- Comment pouvez-vous vous inspirer de ces réussites?
- Quelles lacunes et barrières existent toujours?
- Quelle serait l'approche la plus indiquée et la plus efficace pour donner suite aux recommandations? Quelles mesures simples pourriez-vous prendre dès maintenant?
- Que pouvez-vous faire individuellement? Au sein de votre équipe? Au sein de votre organisation? Au sein de votre communauté?

AMORCER LA DISCUSSION

Discutez des questions suivantes avec vos étudiantes et étudiants, collègues, amies et amis ou tout autre groupe.

POUR COMMENCER: Analyse approfondie pour comprendre les messages importants et les recommandations

- 1. Si nous voulons que l'enseignement supérieur s'attaque** aux enjeux mondiaux les plus pressants, comment faire pour accélérer la transformation de nos institutions et ainsi contribuer à un avenir plus juste et durable? En quoi les systèmes de savoirs autochtones peuvent-ils contribuer à cette transformation?
- 2. La science ouverte, c'est une science qui va au-delà des textes et des données,** et qui accueille les connaissances générées par des acteurs sociétaux et provenant de systèmes de savoirs autochtones, entre autres. Comment cette approche se traduit-elle dans l'enseignement, la recherche, les bibliothèques et la mobilisation?
- 3. Les établissements canadiens d'enseignement supérieur** sont appelés à amorcer une transition vers la décolonisation, l'autochtonisation et la réconciliation. Comment cette volonté se transpose-t-elle concrètement à votre établissement?

POUR SUIVRE LA CONVERSATION POUR COMMENCER À LA CONCRÉTISER

- 4. Que fait déjà notre équipe ou notre** organisation pour promouvoir certaines de ces recommandations?
- 5. Comment s'inspirer** de ces réussites?
- 6. Quelles lacunes et barrières** existent toujours?





- 7. Quelle serait l'approche la plus indiquée et la plus efficace** pour donner suite à ces recommandations? Quelles mesures simples peut-on prendre dès maintenant?

- 8. Que puis-je faire individuellement?** Au sein de mon équipe? Au sein de mon organisation? Au sein de ma communauté?

- 9. Comment transformer les cultures de connaissances universitaires** pour qu'elles passent de la compétition à la collaboration? Quelles mesures peut-on prendre?

- 10. Pour résoudre les problèmes mondiaux les plus pressants**, le savoir doit être produit conjointement par les établissements d'enseignement supérieur, la communauté et les secteurs autochtones. Comment renforcer les capacités de création et de partage du savoir des groupes en dehors de l'enseignement supérieur?





POUR CITER CE DOCUMENT :

**Vers un monde meilleur pour toutes et
tous: décoder, déconstruire et décoloniser
l'enseignement supérieur au Canada
et ailleurs**

© Commission canadienne pour l'UNESCO, 2024.

Design: pipikwan pêhtâkwan



unesco

Commission canadienne

